

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2487

[2011/204611]

23 AOÛT 2011. — Arrêté ministériel introduisant certaines dérogations pour la commercialisation des mélanges de semences de plantes fourragères destinés à la préservation de l'environnement naturel

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères, l'article 27, § 1^{er}, 2^o;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 24 mars 2011;

Vu l'avis 49.760/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2010/60/UE de la Commission du 30 août 2010 introduisant certaines dérogations pour la commercialisation des mélanges de semences de plantes fourragères destinés à la préservation de l'environnement naturel.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o zone source :

a) une "zone spéciale de conservation" telle que définie à l'article 1^{er}bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ou

b) une zone contribuant à la conservation des ressources phytogénétiques, désignée conformément à une procédure fondée sur des critères comparables à ceux prévus pour la désignation d'une zone spéciale de conservation et gérée, protégée et surveillée d'une manière équivalente;

2^o site de collecte : partie de la zone source dans laquelle la semence a été collectée;

3^o mélange récolté directement : mélange de semences commercialisé tel qu'il a été récolté sur le site de collecte, avec ou sans nettoyage;

4^o mélange cultivé : mélange de semences produit conformément au processus indiqué ci-après :

a) la semence de différentes espèces est récoltée sur le site de collecte;

b) la semence mentionnée au point a) est multipliée en dehors du site de collecte en tant qu'espèce unique;

c) les semences de ces espèces sont alors mélangées pour créer un mélange composé des genres, des espèces et, le cas échéant, des sous-espèces qui caractérisent le type d'habitat du site de collecte;

5^o Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

Art. 3. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er} et § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères, le Service peut autoriser la commercialisation de mélanges de différents genres, espèces et, le cas échéant, sous-espèces, destinés à la préservation de l'environnement naturel dans le cadre de la conservation des ressources génétiques visée à l'article 27, § 1^{er}, 2^o, dudit arrêté. Ces mélanges peuvent contenir des semences de plantes fourragères couvertes par l'arrêté du Gouvernement wallon précité, ainsi que des semences de plantes qui ne sont pas des plantes fourragères au sens dudit arrêté. Ces mélanges sont dénommés ci-après "mélanges pour la préservation".

Lorsqu'un mélange pour la préservation contient une variété de conservation, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés, ledit arrêté s'applique. Sauf disposition contraire du présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité s'applique.

Art. 4. Lorsque le Service autorise la commercialisation d'un mélange pour la préservation, il définit la région à laquelle ce mélange est naturellement associé, ci-après dénommée la "région d'origine". Il tient compte pour ce faire des informations provenant des autorités responsables des ressources phytogénétiques, des universités ou centres de recherche de la Région wallonne, ou de commissions de conservation au sens de la loi du 12 juillet 1973 précitée. Une région d'origine peut être située dans plusieurs Etats membres de l'Union européenne, moyennant l'accord des Etats concernés.

Art. 5. Le Service peut autoriser la commercialisation de mélanges pour la préservation dans leur région d'origine à condition que ces mélanges respectent les conditions établies à l'article 6, dans le cas des mélanges pour la préservation récoltés directement, ou les conditions établies à l'article 7, dans le cas des mélanges pour la préservation cultivés.

L'autorisation comporte les éléments suivants :

1^o le nom et l'adresse du producteur;

2^o la méthode de récolte (récolte directe ou culture);

3^o le pourcentage en poids des composants, indiqués sous la forme d'espèces et, le cas échéant, de sous-espèces. Dans le cas des mélanges pour la préservation récoltés directement, il suffit de mentionner les composants sous la forme des espèces et, le cas échéant, des sous-espèces qui caractérisent le type d'habitat du site de collecte et qui, en tant que composants du mélange concerné, jouent un rôle dans la préservation de l'environnement naturel dans le cadre de la conservation des ressources génétiques;

4° dans le cas des mélanges pour la préservation cultivés, le taux de germination spécifique des composants du mélange relevant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 qui ne respectent pas les exigences en matière de germination fixées à l'annexe II dudit arrêté;

5° la quantité du mélange à laquelle l'autorisation s'applique;

6° la région d'origine;

7° la restriction applicable à la commercialisation dans la région d'origine;

8° la zone source;

9° le site de collecte et, dans le cas d'un mélange pour la préservation cultivé, le site de multiplication;

10° le type d'habitat du site de collecte; et

11° l'année de la collecte.

Art. 6. § 1^{er}. Un mélange pour la préservation récolté directement est collecté dans sa zone source sur un site de collecte qui n'a pas été ensemencé au cours des quarante années précédant la date de la demande d'autorisation introduite par le producteur mentionnée à l'article 8. La zone source est située dans la région d'origine.

§ 2. Le pourcentage des composants du mélange pour la préservation récolté directement qui sont des espèces et, le cas échéant, des sous-espèces caractérisant le type d'habitat du site de collecte et jouant, en tant que composants du mélange concerné, un rôle dans la préservation de l'environnement naturel dans le cadre de la conservation des ressources génétiques, est adapté à l'objectif qui consiste à recréer le type d'habitat du site de collecte.

Le taux de germination de ces composants est suffisant pour recréer le type d'habitat du site de collecte.

§ 3. La proportion maximale d'espèces et, le cas échéant, de sous-espèces qui ne respectent pas les conditions établies au § 2, alinéa 1^{er}, ne peut pas dépasser 1 % en poids. Le mélange pour la préservation récolté directement ne peut pas contenir *Avena fatua*, *Avena sterilis* et *Cuscuta* spp. La proportion maximale de *Rumex* spp. autre que *Rumex acetosella* et *Rumex maritimus* ne peut pas dépasser 0,05 % en poids.

Art. 7. § 1^{er}. En ce qui concerne les mélanges pour la préservation cultivés, la semence collectée à partir de laquelle le mélange pour la préservation cultivé est récolté dans sa zone source sur un site de collecte qui n'a pas été ensemencé au cours des quarante années précédant la date de la demande d'autorisation introduite par le producteur mentionnée à l'article 8. La zone source est située dans la région d'origine. Les semences du mélange pour la préservation cultivé doivent appartenir à des espèces et, le cas échéant, des sous-espèces qui caractérisent le type d'habitat du site de collecte et qui, en tant que composants de ce mélange, jouent un rôle dans la préservation de l'environnement naturel dans le cadre de la conservation des ressources génétiques. La multiplication peut être réalisée sur cinq générations.

§ 2. Les composants d'un mélange pour la préservation cultivé qui sont des semences de plantes fourragères au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité doivent, avant d'être mélangés, répondre aux exigences applicables aux semences commerciales fixées à l'annexe II, point III, dudit arrêté en ce qui concerne la pureté spécifique (colonnes 4 à 11 du tableau du point I, 2, A, de l'annexe II dudit arrêté), en ce qui concerne la teneur maximale en semences d'autres espèces de plantes en nombre (colonnes 12, 13 et 14 du tableau du point I, 2, A de l'annexe II dudit arrêté), et en ce qui concerne les conditions relatives aux semences de lupin (colonne 15 du tableau du point I, 2, A de l'annexe II dudit arrêté).

Art. 8. Le producteur demande l'autorisation préalable de commercialisation auprès du Service. Cette demande est accompagnée des informations nécessaires au contrôle du respect des articles 5 et 6 dans le cas des mélanges pour la préservation récoltés directement, ou des articles 5 et 7 dans le cas des mélanges pour la préservation cultivés.

En ce qui concerne les mélanges pour la préservation récoltés directement, le Service procède à des inspections visuelles sur le site de collecte lors de la période de croissance et à des intervalles permettant d'assurer que les mélanges remplissent au moins les conditions d'autorisation établies à l'article 6, § 2 et § 3, pour celles contrôlables visuellement. Le Service consigne par écrit les résultats de ces inspections.

En ce qui concerne les mélanges pour la préservation cultivés, le Service réalise des analyses ou veille à ce que des analyses soient effectuées sous son contrôle officiel afin de vérifier que le mélange pour la préservation remplit au moins les conditions d'autorisation établies à l'article 7, § 2, pour la composition du mélange, et à l'article 7, § 3, pour la pureté spécifique des composants. Ces analyses sont réalisées conformément aux méthodes internationales en vigueur ou, si de telles méthodes n'existent pas, selon toute méthode appropriée. Les frais relatifs à ces analyses sont à charge du producteur. Dans le contexte de ces analyses, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes. Les règles relatives au poids des lots et des échantillons énoncées à l'article 23, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité, sont d'application.

Art. 9. La quantité totale de semences de mélanges pour la préservation commercialisée chaque année ne dépasse pas 5 % du poids total de tous les mélanges de semences de plantes fourragères couverts par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité et commercialisés la même année sur le territoire de la Région wallonne.

Dans le cas des mélanges pour la préservation récoltés directement, les producteurs communiquent au Service, avant le début de chaque saison de production, la quantité de semences de mélanges pour la préservation pour laquelle ils comptent demander une autorisation ainsi que la superficie et la localisation du ou des sites de collecte pressentis.

Dans le cas des mélanges pour la préservation cultivés, les producteurs communiquent au Service, avant le début de chaque saison de production, la quantité de semences de mélanges pour la préservation pour laquelle ils comptent demander une autorisation ainsi que la superficie et la localisation du ou des sites de collecte pressentis de même que la superficie et la localisation du ou des sites de multiplication prévus.

Si, sur base des informations qui lui sont communiquées, le Service estime que les quantités établies à l'alinéa 1^{er} risquent d'être dépassées, il attribue à chaque producteur concerné le quota qu'il est autorisé de commercialiser durant la saison de production en question, en parts égales entre chaque producteur. Si le quota attribué à un producteur est supérieur au quota de production demandé par ce producteur, le surplus est réparti en parts égales entre les producteurs dont le quota demandé est supérieur au quota attribué.

Art. 10. Les mélanges pour la préservation sont commercialisés uniquement dans des emballages et contenants fermés et scellés. Afin de garantir le scellage des emballages et des contenants, le système de scellage comporte au moins l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette ou l'apposition d'un sceau. Les emballages et les contenants sont scellés de telle manière qu'il est impossible de les ouvrir sans endommager le système de scellage ou laisser des traces d'altération sur l'étiquette du producteur, l'emballage ou le contenant.

Art. 11. Les emballages et les contenants des mélanges pour la préservation portent une étiquette du producteur, une inscription imprimée ou un cachet comprenant au moins les informations suivantes :

1° la mention "Règles et normes UE";

2° le nom et l'adresse de la personne responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification;

3° le nom et l'adresse du producteur si celui-ci est distinct de la personne visée au point 2

4° la méthode de récolte (récolte directe ou culture);

5° l'année du scellage, indiquée par la mention "scellée en..." (année);

6° la région d'origine;

7° la zone source;

8° le site de collecte;

9° le type d'habitat du lieu de collecte;

10° la mention "mélange de semences de plantes fourragères pour la préservation, destiné à être utilisé dans une région présentant le même type d'habitat que le site de collecte, compte non tenu des conditions biotiques";

11° le numéro de référence attribué au lot par la personne responsable de l'apposition des étiquettes;

12° le pourcentage en poids des composants, indiqués sous la forme d'espèces et, le cas échéant, de sous-espèces. Pour les mélanges pour la préservation récoltés directement, il suffit de mentionner les composants, conformément à l'article 5, 3°;

13° le poids net ou brut déclaré;

14° en cas d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de semences pures et le poids total;

15° dans le cas des mélanges pour la préservation cultivés, le taux de germination spécifique des composants du mélange relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 précité qui ne respectent pas les exigences en matière de germination fixées à l'annexe II dudit arrêté. Si le nombre de taux de germination spécifiques requis est supérieur à cinq, il suffit d'indiquer une moyenne des taux de germination spécifiques requis.

Art. 12. Le Service effectue les contrôles nécessaires pour s'assurer du respect du présent arrêté.

Art. 13. Chaque saison de production, les producteurs récoltant sur le territoire de la Région wallonne communiquent au Service la quantité de mélanges pour la préservation commercialisée.

Art. 14. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Namur le 23 août 2011.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2487

[2011/204611]

23. AUGUST 2011 — Ministerialerlass mit Ausnahmeregelungen für das Inverkehrbringen von Futterpflanzensaatgutmischungen zur Erhaltung der natürlichen Umwelt

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen, insbesondere des Artikels 27 § 1 2°;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 24. März 2011;

Aufgrund des am 6. Juli 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 49.760/VR/4,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass überträgt die Richtlinie 2010/60/EG der Kommission vom 30. August 2010 mit Ausnahmeregelungen für das Inverkehrbringen von Futterpflanzensaatgutmischungen zur Erhaltung der natürlichen Umwelt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Quellgebiet:

a) ein wie in Artikel 1bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bestimmtes "besonderes Schutzgebiet" oder

b) ein Gebiet, das zum Erhalt pflanzengenetischer Ressourcen beiträgt und im Einklang mit einem Verfahren ausgewiesen wurde, das auf Kriterien beruht, die mit denen für die Bezeichnung eines besonderen Schutzgebiets vergleichbar sind, und das auf eine entsprechende Weise verwaltet, geschützt und überwacht wird;

2° Entnahmeort: einen Teil des Quellgebiets, in dem das Saatgut geerntet wurde;

3° direkt geerntete Mischung: eine Saatgutmischung, die so wie am Entnahmeort, gereinigt oder ungereinigt, geerntet in den Verkehr gebracht wird;

4° angebaute Mischung: eine Saatgutmischung, die gemäß folgendem Prozess erzeugt wurde:

- a) Das Saatgut der einzelnen Arten wird am Entnahmeort geerntet;
- b) das im Punkt a) genannte Saatgut wird außerhalb des Entnahmeorts nach Arten getrennt vermehrt;
- c) das Saatgut dieser Arten wird anschließend vermischt, um eine Mischung herzustellen, die sich aus den Gattungen, Arten und gegebenenfalls Unterarten zusammensetzt, die für die Art des Lebensraums am Entnahmeort typisch sind;

5° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 3 - Abweichend von Artikel 3 § 1 und § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen kann die Dienststelle Mischungen verschiedener Gattungen, Arten und gegebenenfalls Unterarten für den freien Verkehr zulassen, die zur Bewahrung der natürlichen Umwelt im Rahmen der Erhaltung genetischer Ressourcen verwendet werden sollen, auf die Artikel 27 § 1 2° des genannten Erlasses Bezug nimmt. Solche Mischungen können Saatgut von Futterpflanzen enthalten, die unter den vorerwähnten Erlass der Wallonischen Regierung fallen, und außerdem Saatgut von Pflanzen, die keine Futterpflanzen im Sinne des besagten Erlasses sind. Sie werden nachstehend als "Erhaltungsmischungen" bezeichnet.

Wenn eine Erhaltungsmischung eine Erhaltungssorte im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten enthält, kommt der genannte Erlass zur Anwendung. Sofern in diesem Erlass nicht anders bestimmt, gilt der vorgenannte Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006.

Art. 4 - Wenn die Dienststelle eine Erhaltungsmischung für den freien Verkehr zulässt, bestimmt sie das Gebiet, dem die Mischung normalerweise zugeordnet wird (nachstehend als "Ursprungsgebiet" bezeichnet).

Hierbei berücksichtigt sie Informationen der für pflanzen genetische Ressourcen zuständigen Behörden, der Universitäten oder Forschungszentren der Wallonischen Region oder von Erhaltungskommissionen im Sinne des vorerwähnten Gesetzes vom 12. Juli 1973. Ein Ursprungsgebiet kann sich vorbehaltlich der Zustimmung der betroffenen Mitgliedstaaten über mehrere Mitgliedstaaten erstrecken.

Art. 5 - Die Dienststelle kann das Inverkehrbringen von Erhaltungsmischungen in ihrem Ursprungsgebiet genehmigen, sofern diese Mischungen die Anforderungen gemäß Artikel 6 für direkt geerntete Mischungen bzw. Artikel 7 für angebaute Mischungen erfüllen.

Die Genehmigung muss Folgendes umfassen:

- 1° Name und Anschrift des Erzeugers;
- 2° die Erntemethode (direkt geerntet oder angebaut);
- 3° Gewichtsprozent der Bestandteile, d.h. der einzelnen Arten und gegebenenfalls Unterarten.

Bei den direkt geernteten Erhaltungsmischungen reicht es, die Bestandteile, d.h. Arten und gegebenenfalls Unterarten, anzugeben, die typisch für die Art des Lebensraums am Entnahmeort und als Bestandteil der betroffenen Mischung von Bedeutung für die Bewahrung der natürlichen Umwelt im Rahmen der Erhaltung genetischer Ressourcen sind;

4° bei angebauten Erhaltungsmischungen die jeweilige Keimrate für Bestandteile der unter den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 fallenden Mischungen, die die Anforderungen hinsichtlich der Keimfähigkeit gemäß Anlage II des genannten Erlasses nicht erfüllen;

- 5° die Menge der Mischung, für die die Genehmigung gilt;
- 6° das Ursprungsgebiet;
- 7° eine Beschränkung des Inverkehrbringens auf das Ursprungsgebiet;
- 8° das Quellgebiet;
- 9° den Entnahmeort und bei angebauten Erhaltungsmischungen außerdem die Vermehrungsstelle;
- 10° die Art des Lebensraums am Entnahmeort und
- 11° das Jahr der Entnahme.

Art. 6. § 1 - Eine direkt geerntete Erhaltungsmischung muss in ihrem Quellgebiet an einem Entnahmeort geerntet worden sein, an dem 40 Jahre lang vor der Antragstellung durch den Erzeuger gemäß Artikel 8 kein Saatgut ausgesät wurde. Das Quellgebiet muss sich im Ursprungsgebiet befinden.

§ 2 - Der prozentuale Anteil der einzelnen Bestandteile an den direkt geernteten Erhaltungsmischungen, d.h. der Arten und gegebenenfalls Unterarten, die typisch für die Art des Lebensraums am Entnahmeort und als Bestandteile der Mischung von Bedeutung für die Bewahrung der natürlichen Umwelt im Rahmen der Erhaltung genetischer Ressourcen sind, muss dem Zweck entsprechen, die Art des Lebensraums am Entnahmeort an anderem Ort wiederherzustellen

Die Keimrate dieser Bestandteile muss ausreichend sein, um die Art des Lebensraums am Entnahmeort an anderem Ort wiederherstellen zu können.

§ 3 - Der Anteil der Arten und gegebenenfalls Unterarten, die nicht die Anforderungen gemäß § 2 Absatz 1 erfüllen, darf 1 Gewichtsprozent nicht überschreiten. Eine direkt geerntete Erhaltungsmischung darf nicht *Avena fatua*, *Avena sterilis* oder *Cuscuta* spp. enthalten. Der Anteil an *Rumex* spp. (außer *Rumex acetosella* und *Rumex maritimus*) darf 0,05 Gewichtsprozent nicht überschreiten.

Art. 7 - § 1 - Was angebaute Erhaltungsmischungen betrifft, muss das geerntete Saatgut, aus dem eine angebaute Erhaltungsmischung erzeugt wird, in dessen Quellgebiet an einem Entnahmeort geerntet worden sein, an dem vor der Antragstellung vierzig Jahre lang durch den Erzeuger gemäß Artikel 8 kein Saatgut ausgesät wurde. Das Quellgebiet muss sich im Ursprungsgebiet befinden. Das Saatgut einer angebauten Erhaltungsmischung muss sich aus Arten und gegebenenfalls Unterarten zusammensetzen, die typisch für die Art des Lebensraums am Entnahmeort und als Bestandteile der Mischung von Bedeutung für die Bewahrung der natürlichen Umwelt im Rahmen der Erhaltung genetischer Ressourcen sind. Die Vermehrung ist über fünf Generationen zulässig.

§ 2 - Bestandteile einer angebauten Erhaltungsmischung, die Futterpflanzensaatgut im Sinne des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 sind, müssen die Anforderungen an Handelssaatgut gemäß Anlage II, Punkt III des genannten Erlasses erfüllen, um vermischt werden zu können hinsichtlich der technischen Reinheit (Spalten 4 bis 11 der Tabelle im Punkt I, 2, A der Anlage II des besagten Erlasses), hinsichtlich des Höchstanteils anderer Pflanzenarten (Spalten 12, 13 und 14 der Tabelle vom Punkt I, 2, A der Anlage II des besagten Erlasses) und hinsichtlich *Lupinus* spp. (Spalte 15 der Tabelle vom Punkt I, 2, A der Anlage II des genannten Erlasses).

Art. 8 - Der Erzeuger beantragt die vorherige Vermarktungszulassung bei der Dienststelle. Dieser Antrag ist mit den Informationen einzureichen, die notwendig sind, um die Einhaltung der Anforderungen gemäß Artikel 5 und 6 bei direkt geernteten Erhaltungsmischungen bzw. Artikel 5 und 7 bei angebauten Erhaltungsmischungen zu überprüfen.

Bei direkt geernteten Erhaltungsmischungen nimmt die Dienststelle Sichtkontrollen an den Entnahmeorten während der Wachstumsperiode in geeigneten Intervallen vor, so dass sichergestellt werden kann, dass die Mischungen mindestens die Anforderungen für eine Genehmigung gemäß Artikel 6 § 2 und § 3 für diejenigen, die sichtlich kontrolliert werden können, erfüllen. Die Ergebnisse der Sichtkontrollen sind von der Dienststelle schriftlich festzuhalten.

Bei angebauten Erhaltungsmischungen, führt die Dienststelle Prüfungen durch oder es werden Prüfungen unter ihrer amtlichen Aufsicht durchgeführt, um sicherzugehen, dass die Erhaltungsmischungen mindestens die Anforderungen für eine Genehmigung gemäß Artikel 7 § 2 für die Zusammensetzung der Mischung und Artikel 7 § 3 für die technische Reinheit der Bestandteile erfüllen. Diese Prüfungen sind nach den international gebräuchlichen Methoden bzw. sofern diese nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten Methoden durchzuführen. Die Kosten betreffend diese Prüfungen gehen zu Lasten des Erzeugers. Im Rahmen dieser Prüfungen werden die Proben aus homogenen Partien gezogen. Die Vorschriften zum Partiegewicht und zum Probengewicht gemäß Artikel 23 § 2 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 werden angewandt.

Art. 9 - Die jährlich in den Verkehr gebrachte Gesamtmenge an Saatgut in Erhaltungsmischungen überschreitet nicht 5% des Gesamtgewichts aller Futterpflanzensaatgutmischungen, die unter den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 fallen und im betreffenden Jahr auf dem Gebiet der Wallonischen Region in den Verkehr gebracht werden.

Bei direkt geernteten Erhaltungsmischungen melden die Erzeuger der Dienststelle vor Beginn jeder Produktionsperiode die Menge an Saatgut für Erhaltungsmischungen, für die sie eine Genehmigung zu beantragen beabsichtigen, sowie die Größe und Lage der geplanten Entnahmeorte.

Bei angebauten Erhaltungsmischungen melden die Erzeuger der Dienststelle vor Beginn jeder Produktionsperiode die Menge an Saatgut für Erhaltungsmischungen, für die sie eine Genehmigung zu beantragen beabsichtigen, sowie die Größe und Lage sowohl der geplanten Entnahmeorte als auch der geplanten Vermehrungsstellen.

Ist die Dienststelle aufgrund der ihr gemeldeten Informationen der Meinung, dass die im Absatz 1 festgelegten Mengen überschritten werden können, so teilt sie den einzelnen Erzeugern eine Menge zu, die sie in der jeweiligen Produktionsperiode in den Verkehr bringen dürfen, wobei alle Erzeuger gleiche Teile erhalten. Wenn die einem Erzeuger zugeteilte Quote die durch diesen Erzeuger beantragte Produktionsquote überschreitet, wird der Überschuss zwischen den Erzeugern aufgeteilt, deren beantragte Quote die zugeteilte Quote übersteigt.

Art. 10 - Die Erhaltungsmischungen werden nur in geschlossenen Verpackungen oder Behältnissen mit einem Verschluss in den Verkehr gebracht. Zur Sicherung der Verschließung der Verpackungen und Behältnisse bezieht das Verschlusssystem mindestens das Etikett oder die Anbringung einer Verschlusssicherung mit ein. Die Verpackungen und die Behältnisse werden so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder am Etikett des Erzeugers, an der Verpackung oder am Behältnis Manipulation erkennbar ist.

Art. 11 - Die Verpackungen oder Behältnisse für Erhaltungsmischungen tragen ein Etikett des Erzeugers oder einen aufgedruckten oder aufgestempelten Vermerk, der mindestens folgende Angaben enthält:

- 1° den Wortlaut "EU-Vorschriften und -normen";
- 2° Name und Anschrift oder Identifizierung der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person;
- 2° Name und Anschrift des Erzeugers, wenn dieser von der im Punkt 2 erwähnten Person verschieden ist;
- 4° die Erntemethode (direkt geerntet oder angebaut);
- 5° das Jahr der Verschließung, Angabe als: "verschlossen..." (Jahr);
- 6° das Ursprungsgebiet;
- 7° das Quellgebiet;
- 8° den Entnahmeort;
- 9° die Art des Lebensraums am Entnahmeort;
- 10° den Wortlaut "Futterpflanzensaatgutmischung zur Erhaltung der Umwelt, zur Verwendung in einem Gebiet der genannten Art des Lebensraums wie am Entnahmeort, ungeachtet der biotischen Voraussetzungen";
- 11° die von der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person vergebene Partienummer;
- 12° Gewichtsprozent der Bestandteile, d.h. der einzelnen Arten und gegebenenfalls Unterarten. Bei direkt geernteten Erhaltungsmischungen, reicht es, die Bestandteile entsprechend Artikel 5 § 3° anzugeben;
- 13° angegebenes Netto- oder Bruttogewicht;
- 14° bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes und das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der Knäuel oder reinen Körner und dem Gesamtgewicht;
- 15° bei angebauten Erhaltungsmischungen die jeweilige Keimrate für Bestandteile der unter den vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 fallenden Mischungen, die die Anforderungen hinsichtlich der Keimfähigkeit gemäß Anlage II des genannten Erlasses nicht erfüllen. Wenn die Anzahl der erforderlichen jeweiligen Keimraten fünf übersteigt, reicht ein Durchschnittswert dieser erforderlichen jeweiligen Keimraten aus.

Art. 12 - Die Dienststelle führt die notwendigen Überprüfungen durch, um sicherzustellen, dass diese Richtlinie befolgt wird.

Art. 13 - Die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erntenden Erzeuger informieren die Dienststelle über die jeweilige Menge der in den Verkehr gebrachten Erhaltungsmischungen für jede Produktionsperiode.

Art. 14 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

Namur, den 23. August 2011

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2487

[2011/204611]

23 AUGUSTUS 2011. — Ministerieel besluit tot vaststelling van bepaalde afwijkingen voor het in de handel brengen van zaaizaadmengsels van groenvoedergewassen die bestemd zijn voor gebruik bij het behoud van de natuurlijke omgeving

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, artikel 27, § 1, 2°;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid van 24 maart 2011;

Gelet op het advies nr. 49.760/VR/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 1 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2010/60/EU van de Commissie van 30 augustus 2010 tot vaststelling van bepaalde afwijkingen voor het in de handel brengen van zaaizaadmengsels van groenvoedergewassen die bestemd zijn voor gebruik bij het behoud van de natuurlijke omgeving wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2 - In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° brongebied :

a) een "speciale beschermingszone" zoals omschreven in artikel 1*bis* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, of

b) een gebied dat bijdraagt aan de instandhouding van plantgenetische hulpmiddelen, aangewezen overeenkomstig een procedure die gebaseerd is op vergelijkbare criteria als die waarin wordt voorzien voor de aanwijzing van een speciale beschermingszone en dat op een gelijkwaardige wijze beheerd, beschermd en gecontroleerd wordt;

2° verzamellocatie : een gedeelte van het brongebied waar het zaaizaad verzameld is;

3° rechtstreeks geogst mengsel : een zaaizaadmengsel dat in de handel wordt gebracht zoals het is verzameld op de verzamellocatie, met of zonder reiniging;

4° als gewas geteeld mengsel : een zaaizaadmengsel dat geproduceerd wordt volgens het volgende proces :

a) zaaizaad van individuele soorten wordt op de verzamellocatie genomen;

b) het in punt a) bedoelde zaaizaad wordt als enkele soort buiten de verzamellocatie vermeerderd;

c) de zaden van die soorten worden vervolgens gemengd om een mengsel te creëren dat bestaat uit die geslachten, soorten en, indien van toepassing, ondersoorten die kenmerkend zijn voor het habitatype van de verzamellocatie;

5° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 3. In afwijking van artikel 3, § 1 en § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, mag de Dienst vergunningen verlenen voor het in de handel brengen van mengsels van diverse geslachten, soorten en, indien van toepassing, ondersoorten, bestemd voor gebruik bij het behoud van de natuurlijke omgeving in het kader van de instandhouding van plantgenetische hulpbronnen bedoeld in artikel 27, § 1, 2°, van genoemd besluit. Dergelijke mengsels mogen zaaizaad bevatten van groenvoedergewassen die onder genoemd besluit van de Waalse Regering vallen en, bovendien, zaaizaad van gewassen die geen groenvoedergewassen zijn in de zin van genoemd besluit. Dergelijke mengsels worden hierna "instandhoudingsmengsels" genoemd.

Indien een instandhoudingsmengsel een instandhoudingsras bevat, in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen, is genoemd besluit van toepassing. Tenzij in dit besluit anders wordt bepaald, is voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 van toepassing.

Art. 4. Indien de Dienst een vergunning verleent voor het in de handel brengen van een instandhoudingsmengsel, stelt hij de regio vast waarmee dat mengsel van nature in verband wordt gebracht, hierna "regio van oorsprong" genoemd. Hij houdt rekening met de informatie van voor plantgenetische hulpbronnen bevoegde instanties, van de universiteiten of onderzoekscentra van het Waalse Gewest, of van instandhoudingscommissies in de zin van voornoemde wet van 12 juli 1973. Indien de regio van oorsprong in meer dan één lidstaat van de Europese Unie gelegen is, wordt hij door alle betrokken lidstaten in gezamenlijk overleg vastgesteld.

Art. 5. De Dienst kan vergunningen verlenen voor het in de handel brengen van instandhoudingsmengsels in hun regio van oorsprong, mits die mengsels voldoen aan de voorschriften van artikel 6 in het geval van rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsels of aan de voorschriften van artikel 7 in het geval van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels.

De vergunning bevat de volgende informatie :

1° de naam en het adres van de producent;

2° de oogstmethode (rechtstreeks geogst of als gewas geteeld);

3° het gewichtspercentage van de bestanddelen als soorten en, indien van toepassing, ondersoorten. Voor rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsels volstaat het vermelden van die bestanddelen als soorten en, indien van toepassing, ondersoorten die kenmerkend zijn voor het habitatype van de verzamellocatie en die als bestanddelen van het mengsel van belang zijn voor het behoud van de natuurlijke omgeving in het kader van de instandhouding van genetische hulpbronnen;

4° in het geval van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels, een specifiek kiemkrachtcijfer voor bestanddelen van het mengsel die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en die niet voldoen aan de kiemkrachtvoorschriften van bijlage II bij genoemd besluit;

5° de hoeveelheid van het mengsel waarop de vergunning van toepassing is;

6° de regio van oorsprong;

7° de beperking tot het in de handel brengen in de regio van oorsprong;

8° het brongebied;

9° de verzamellocatie en, in het geval van een als gewas geteeld instandhoudingsmengsel, de vermeerderingslocatie;

10° het habitatype van de verzamellocatie, en

11° het verzameljaar.

Art. 6. § 1. Een rechtstreeks geogst instandhoudingsmengsel is verzameld in het brongebied op een verzamellocatie die in de veertig jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag van de producent, bedoeld in artikel 8, niet is ingezaaid. Het brongebied bevindt zich in de regio van oorsprong.

§ 2. Het percentage van de bestanddelen van het rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsel die soorten en, indien van toepassing, ondersoorten zijn die kenmerkend zijn voor het habitatype van de verzamellocatie en die als bestanddelen van het mengsel van belang zijn voor het behoud van de natuurlijke omgeving in het kader van de instandhouding van genetische hulpbronnen, is passend om het habitatype van de verzamellocatie te recreëren.

Het kiemkrachtcijfer van de bestanddelen is voldoende om het habitatype van de verzamellocatie te recreëren.

§ 3. Het maximumgehalte aan soorten en, indien van toepassing, ondersoorten die niet voldoen aan § 2, eerste lid, mag niet meer bedragen dan 1 gewichtspercent. Het rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsel is vrij van *Avena fatua*, *Avena sterilis* en *Cuscuta* spp. Het maximumgehalte aan *Rumex* spp., anders dan *Rumex acetosella* en *Rumex maritimus*, mag niet meer bedragen dan 0,05 gewichtspercent.

Art. 7. § 1. Ten aanzien van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels is het verzamelde zaaizaad waarvan het als gewas geteelde mengsel geproduceerd wordt, verzameld in het brongebied op een verzamellocatie die in de veertig jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag van de producent, bedoeld in artikel 8, niet is ingezaaid. Het brongebied bevindt zich in de regio van oorsprong. Het zaaizaad van het als gewas geteelde instandhoudingsmengsel is afkomstig van soorten en, indien van toepassing, ondersoorten die kenmerkend zijn voor het habitatype van de verzamellocatie en die als bestanddelen van het mengsel van belang zijn voor het behoud van de natuurlijke omgeving in het kader van de instandhouding van genetische hulpbronnen. Vermeerdering mag vijf generaties lang plaatsvinden.

§ 2. De bestanddelen van een als gewas geteeld instandhoudingsmengsel die zaden zijn van groenvoedergewassen in de zin van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 voldoen, alvorens gemengd te worden, aan de voorschriften voor handelszaad, als vastgesteld in bijlage II, punt III, bij genoemd besluit ten aanzien van mechanische zuiverheid, (kolommen 4 tot 11 van de tabel van punt I, 2, A, van de bijlage II bij genoemd besluit), ten aanzien van het maximumgehalte van andere plantensoorten in een monster van het gewicht (kolommen 12, 13 en 14 van de tabel van punt I, 2, A van de bijlage II bij genoemd besluit), en ten aanzien van de voorwaarden met betrekking tot Lupine-zaden (kolom 15 van de tabel van punt I, 2, A van de bijlage II bij genoemd besluit).

Art. 8. De producent vraagt de vereiste vergunning voor het in de handel brengen bij de Dienst aan. De aanvraag gaat vergezeld van de informatie die nodig is om na te gaan of voldaan is aan de artikelen 5 en 6 in het geval van rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsels of aan de artikelen 5 en 7 in het geval van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels.

Ten aanzien van rechtstreeks geogste instandhoudingsmengsels voert de Dienst op het grondgebied waarop zich de verzamellocatie bevindt visuele inspecties uit tijdens de groeiperiode met passende tussenpozen om ervoor te zorgen dat het mengsel ten minste voldoet aan de vergunningsvoorschriften van artikel 6, § 2 en § 3, voor degene die visueel controleerbaar zijn. De Dienst documenteert de resultaten van die inspecties.

Ten aanzien van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels voert de Dienst analyses uit of laat hij deze onder zijn officieel toezicht uitvoeren om na te gaan of het instandhoudingsmengsel ten minste voldoet aan de vergunningsvoorschriften van artikel 7, § 2, wat de samenstelling van het mengsel betreft, en van artikel 7, § 3, wat de specifieke zuiverheid van de bestanddelen betreft. Deze analyses worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, indien deze niet bestaan, volgens geschikte methoden. De kosten van de analyses zijn voor rekening van de producent. In verband met die analyses geschiedt de bemonstering uit homogene partijen. De voorschriften betreffende het gewicht van de partijen en het gewicht van de monsters, opgesomd in artikel 23, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, zijn van toepassing.

Art. 9. De totale hoeveelheid zaaizaad van instandhoudingsmengsels die jaarlijks in de handel wordt gebracht, bedraagt niet meer dan 5 % van het totale gewicht van alle zaaizaadmengsels van groenvoedergewassen die onder voornoemd besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 vallen en die tijdens hetzelfde jaar op het grondgebied van het Waalse Gewest in de handel gebracht worden.

In het geval van rechtstreeks geoogste instandhoudingsmengsels stellen de producenten de Dienst vóór het begin van elk teeltseizoen in kennis van de hoeveelheid zaaizaad van instandhoudingsmengsels waarvoor zij een vergunning willen aanvragen, tezamen met de grootte en de ligging van de beoogde verzamellocatie(s).

In het geval van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels stellen de producenten de Dienst vóór het begin van elk teeltseizoen in kennis van de hoeveelheid zaaizaad van instandhoudingsmengsels waarvoor zij een vergunning willen aanvragen, tezamen met de grootte en de ligging van de beoogde verzamellocatie(s) en de grootte en de ligging van de beoogde vermeerderingslocatie(s).

Indien de Dienst, op grond van de informatie die hem verstrekt wordt, acht dat de in het eerste lid vastgelegde hoeveelheden waarschijnlijk zullen worden overschreden, wijst hij aan elke betrokken producent de hoeveelheid toe die hij in het respectieve teeltseizoen in de handel mag brengen. Als de aan een producent toegewezen hoeveelheid groter is dan de productiehoeveelheid die hij heeft aangevraagd, wordt het overschot in gelijke delen verdeeld onder de producenten van wie de gevraagde hoeveelheid de toegewezen hoeveelheid overschrijdt.

Art. 10. De instandhoudingsmengsels worden alleen in gesloten zakken of recipiënten met een sluitingssysteem in de handel gebracht. Voor een goede sluiting omvat het sluitingssysteem ten minste het etiket of het aanbrengen van een zegel. De zakken en recipiënten worden op zodanige wijze gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het etiket van de producent of de zak of de recipiënt sporen van manipulatie vertoont.

Art. 11. De verpakkingen of recipiënten die instandhoudingsmengsels bevatten, worden voorzien van een etiket van de producent of een gedrukte of gestempelde tekst met ten minste de volgende gegevens :

1° de woorden "EU-voorschriften en -normen";

2° de naam en het adres of het identificatiemerk van de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

3° de naam en het adres van de producent als hij niet de onder punt 2 bedoelde persoon is;

4° de oogstmethode (rechtstreeks geoogst of als gewas geteeld);

5° het jaar van sluiting, aangegeven als volgt : "gesloten in... ..." (jaar);

6° de regio van oorsprong;

7° het brongebied;

8° de verzamellocatie :

9° het habitatype van de verzamellocatie;

10° de woorden "instandhoudingszaaizaadmengsel van groenvoedergewas, bestemd voor gebruik in een gebied met hetzelfde habitatype als de verzamellocatie, geen rekening houdend met de biotische omstandigheden";

11° het referentienummer van de partij, toegekend door de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

12° het gewichtspercentage van de bestanddelen als soorten en, indien van toepassing, ondersoorten. Voor rechtstreeks geoogste instandhoudingsmengsels, volstaat het de bestanddelen te vermelden, overeenkomstig artikel 5, 3°;

13° het opgegeven netto- of brutogewicht;

14° wanneer korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel alsmede de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de kluwens of zuivere zaden en het totale gewicht;

15° in het geval van als gewas geteelde instandhoudingsmengsels, een specifiek kiemkrachtcijfer voor bestanddelen van het mengsel die vallen onder het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en die niet voldoen aan de kiemkrachtvoorschriften van bijlage II bij genoemd besluit. Het volstaat een gemiddelde van de vereiste specifieke kiemkrachtcijfers te vermelden ingeval het aantal vereiste specifieke kiemkrachtcijfers hoger is dan vijf.

Art. 12. De Dienst voert de nodige controles uit om zich ervan te vergewissen dat dit besluit nageleefd wordt.

Art. 13. De leveranciers die op het grondgebied van het Waalse Gewest opereren, brengen voor elk teeltseizoen verslag uit over de in de handel gebrachte hoeveelheid instandhoudingsmengsel.

Art. 14. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en, bij verhindering, de ambtenaar die hem vervangt.

Namen, 23 augustus 2011.

B. LUTGEN